

**SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAL
DU
27 JANVIER 2016**

PRÉSENTS:

M. D. BACQUELAINE, *Bourgmestre Empêché-Président du Conseil communal,*

M. L. BURTON, *Echevin délégué aux fonctions de Bourgmestre,*

MM. Ph. LABALUE, Mmes A. THANS, F. HERRY, S. ELSER, M. A. JEUNEHOMME, *Echevins,*

M. D. GRISARD de la ROCHETTE, *Président du Conseil de l'Action Sociale;*

Mmes M. HAESBROECK-BOULU, M.-P. LHOEST-GAUTHIER, MM. B. LHOEST, D. VERLAINE, A. NOEL, Mmes C. ROLAND-van den BERG, M. E. JANSSENS, Mme C. GUYOT, A.-S. BOFFÉ, MM J.-M. WIDAR, B. LALOUX, L. THELEN, Mmes N. JAVAUX, V. BRAVIN, D. VANHEESBEKE-LENAERTS, M. A. NICOLET, Mme M.-L. CHAPPELLE-LESPIRE, MM A. OLBRECHTS, B. FOURNY, J. QUOILIN, *Conseillers communaux,*

M. R. GILLET, *Directeur général.*

Monsieur le Président ouvre la séance à 20:40 en excusant l'absence de Mademoiselle le Conseiller Noémi JAVAUX.

SÉANCE PUBLIQUE

1. Correspondance et notifications – communication des décisions de l'autorité de Tutelle.

Le conseil prend acte de:

Service Public de Wallonie – 12/01/2016 – subvention pour le Réseau Wallonie Nature

Service Public de Wallonie – 21/01/2016 – statut administratif

Service Public de Wallonie – 21/01/2016 – allocation de fin d'année 2015

Service Public de Wallonie – 21/01/2016 – règlement de travail

Service Public de Wallonie – 06/01/2016 – aides à la promotion de l'emploi (APE)

Service Public de Wallonie – 06/01/2016 – taux des centimes additionnels au précompte immobilier

Service Public de Wallonie – 06/01/2016 – taux de la taxe additionnelles à l'IPP

Service Public de Wallonie – 18/01/2016 – règlements complémentaires de roulage

2. Ordonnances de police relatives au règlement complémentaire sur la police de la circulation routière – création d'un emplacement de stationnement réservé aux véhicules utilisés par les personnes handicapées Clos J. Hennekine 150.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

3. Tableau de bord prospectif unifié.

Monsieur Alain JEUNEHOMME, Echevin des Finances, du Budget et du Commerce présente le point et rappelle qu'il avait adressé à ce sujet une correspondance aux chefs de groupe.

Cette pièce dont la tutelle exige maintenant qu'elle soit annexée au projet de budget ne nous avait jamais été présentée comme devant être approuvée par le conseil communal.

Monsieur le président fait remarquer que l'on soumet maintenant aux communes des documents qui n'ont pas beaucoup de sens.

Monsieur le Conseiller Axel NOEL estime que ces indicateurs pourraient démontrer leur utilité dans l'avenir s'ils sont affinés

Le Conseil, par vingt-cinq voix pour et une abstention (MR-PS-CDH/ECOLO)

(voir délibération n° < >, pages < > et < >).

4. Convention de novation par changement de débiteur - approbation.

Monsieur le Conseiller Benoît LALOUX estime que le fait que ce dossier soit présenté une nouvelle fois au conseil aujourd'hui confirme les craintes et les doutes que son groupe avait exprimé à l'époque au sujet de la SA ALIZE DU SUD.

Monsieur le président répond que cette société est celle qui avait fait l'offre la plus intéressante pour la commune et que les déclarations de Monsieur le Conseiller Jean-Pierre ROLAND en séance du conseil étaient les seuls éléments dont disposaient nos adversaires et que ces propos avaient été repris dans l'exploit introductif d'instance.

Il rappelle enfin qu'il n'y avait pas de dépôts d'immondice à cet endroit.

Le Conseil, par vingt-deux voix pour et quatre abstention (MR-PS/CDH-ECOLO)

(voir délibération n° < >, pages < > et < >).

5. Contrat de location – entretien des vêtements de travail.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

6. Assurance collective hospitalisation.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

7. Marchés publics – modification du Code Wallon de la Démocratie Locale et de la Décentralisation - délégation des compétences du Conseil.

Monsieur le Conseiller Bernard FOURNY propose de voter ce dossier article par article et il estime qu'avec ce montant de 30 000,00€, le conseil n'aura plus grand chose à faire.

Monsieur le Conseiller Benoît LALOUX renchérit et estime qu'avec ce montant, c'est le contrôle du conseil communal qui est amoindri.

Monsieur le Président propose alors de ramener ce montant à 15 000,00€.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

8. Programme transfrontalier de coopération territoriale européenne 2014-2020 - Interreg V A Grande Région - participation de la Commune en tant qu'opérateur-partenaire au projet - Méta-Morphosis Festival.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

9. Renouvellement du Programme Coordonné pour l'Enfance (programme CLE) de la Commune de Chaudfontaine .

Monsieur le Conseiller Lionel THELEN estime que l'augmentation du coût de la garderie est difficile à financer pour certains parents.

Il préférerait un forfait horaire et Madame l'Echevin Anne THANS-DEBRUGE, Echevin de l'Enseignement, des Bibliothèques, de l'Enfance, de la Jeunesse et des Sports réplique que c'est le cas à l'heure actuelle

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

10. Convention avec l'AIDE pour un marché de services pour la réhabilitation de l'égout de la rue du Hêtre Pourpre et la réfection des voiries rues du Hêtre Pourpre, Radoux Rogier et du Marronnier à EMBOURG - décision à prendre.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

11. **Coordinateur sécurité santé pour chantiers (année 2016) - approbation des conditions et du mode de passation du marché.**

Monsieur le Conseiller Bernard FOURNY estime que pour les chantiers de niveau D, il pourrait y avoir un agent en interne qui s'occupe de cette mission. Cela coûterait selon lui moins cher que de faire appel à l'extérieur.

Monsieur le Président répond que l'on va investiguer à ce sujet.

Monsieur le Conseiller Jacques QUOILIN demande pour quel montant fera-t-on appel à un coordinateur santé sécurité pour les chantiers.

Madame Sabine ELSÉN, Echevin des Travaux publics, de la Propreté et des Plantations répond que tout dépend des chantiers qui seront entrepris.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

12. **Essais sur revêtements divers (année 2016) - approbation des conditions et du mode de passation du marché.**

A l'occasion du point 12, Monsieur le Conseiller Benoît LALOUX expose la situation du dernier virage de la rue de l'Abbaye à BEAUFAYS. Il rappelle que des riverains ont écrit à ce sujet et qu'à certains moments, c'est une véritable patinoire. Au point que certains ont apposé un panneau.

Monsieur le Bourgmestre ff répond que c'est la commune qui a apposé ce panneau, malgré le fait que le revêtement est là-bas le même que partout ailleurs.

Madame Sabine ELSÉN, Echevin des Travaux publics, de la Propreté et des Plantations ajoute que la nuit, cette route est fort humide et très exposée aux vents, que néanmoins, les automobilistes roulent vite à cet endroit. Le jour où il y a eu des voitures qui sont sorties de la route, il ne gelait pas et il faisait 2 degrés.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

13. **Endoscopies des canalisations pour l'année 2016 - approbation des conditions et du mode de passation du marché.**

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

14. **Curage des avaloirs et des canalisations pour l'année 2016 - approbation des conditions et du mode de passation du marché.**

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

15. **Installation d'une application mobile et web de gestion de l'espace public et des bâtiments communaux pour l'Echevinat des Travaux.**

Madame Sabine ELSÉN, Echevin des Travaux publics, de la Propreté et des Plantations présente le point et précise que cette application est attribuée à une personne qui en est responsable et qu'il y aura un suivi.

Monsieur le Conseiller Bernard FOURNY estime que ce système ne fonctionnera pas parce que les gens ne sont pas au courant de son existence.

Madame Sabine ELSÉN, Echevin des Travaux publics, de la Propreté et des Plantations répond que d'autres communes l'appliquent déjà et qu'elle en a reçu un écho favorable.

Monsieur le Conseiller Dominique VERLAINE confirme qu'à WAREMME notamment cette application fonctionne bien.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

16. Acquisition de signalisation routière verticale pour l'année 2016.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

17. Acquisition d'une camionnette fourgonnée pour l'Echevinat des Travaux et l'entretien des plaines de jeux.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

18. Missions d'assistance aux services administratifs communaux dans le cadre de l'élaboration du dossier de permis d'urbanisation dit "Marcel Thiry" à VAUX-SOUS-CHEVREMONT – approbation du mode de passation du marché et du cahier des charges.

Monsieur le Conseiller Bernard FOURNY fait la même remarque que pour un des points précédents, il estime que ces missions doivent être remplies par du personnel communal actuel ou futur.

Le Conseil, par vingt-et-une voix pour, cinq voix contre (MR-CDH-ECOLO/PS)

(voir délibération n° < >, pages < > et < >).

19. Rapport urbanistique et environnemental en vue de la mise en oeuvre de la zone d'aménagement communal concerté dite "Monchamps Est" – approbation.

Monsieur le Conseiller Lionel THELEN demande pourquoi l'avis du conseil wallon pour l'environnement durable ne se trouve pas dans le dossier.

Madame Florence HERRY, Echevin de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement répond que cette situation se présente souvent parce que cette commission n'a pas le temps de donner cet avis.

Elle ajoute qu'une commission du conseil se réunira à ce sujet le 22/03/2016 et que la proposition est l'urbanisation de la zone et une zone d'activité économique qui peut accueillir des petits commerces.

Pour le reste, c'est 7 logements à l'hectare dans le respect des grandes lignes que nous essayons de mettre en vigueur sur toute la commune.

Le Conseil, par vingt-et-une voix pour, cinq voix contre (MR-CDH-ECOLO/PS)

(voir délibération n° < >, pages < > et < >).

20. Acquisition d'une solution antivirale complète – prise d'acte.

Monsieur Alain JEUNEHOMME, Echevin des Finances, du Budget et du Commerce ayant l'informatique dans ces attributions précise que cette décision a dû être prise en urgence parce que le réseau communal a fait l'objet d'une attaque de type "ransomware", ce qui a paralysé le réseau et donné un travail considérable au service informatique.

Le Conseil prend acte dudit point.

21. Approbation du procès-verbal de la séance du 16/12/2015.

Le Conseil, à l'unanimité approuve le procès-verbal de la séance du 16/12/2015.

QUESTION

1° Monsieur le Conseiller Axel NOEL pose une question sur l'avenir de la Maison du Tourisme.

Monsieur Philippe LABALUE, Premier Echevin, Echevin de la Santé, des Affaires Sociales, du Tourisme et du Thermalisme répond qu'une fois le contrat programme et le budget élaborés, on procédera à la dissolution des infrastructures actuelles pour intégrer la structure du GREOA.

A 21:45, Monsieur le Bourgmestre lève la séance publique et aborde immédiatement l'ordre du jour de la séance huis clos.

H U I S C L O S

1. Démission et admission à la retraite d'un ouvrier qualifié.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

2. Mise à la pension prématurée.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

3. Mise à disposition d'un agent communal à l'ASBL Royal Syndicat d'Initiative.

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

4. Enseignement communal

a) **congé de circonstance d'une directrice d'école sans classe (confirmation)**

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

b) **mise en disponibilité pour convenances personnelles d'une institutrice primaire définitive**

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

c) **mise en disponibilité pour cause de maladie d'un instituteur primaire définitif**

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

d) **congé pour prestations réduites justifié par des raisons sociales et/ou familiales d'une institutrice primaire définitive**

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

e) **désignation temporaire de cinq institutrices primaires à temps plein (ratification)**

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

f) **désignation temporaire de six institutrices primaires à temps partiel (ratification)**

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

g) **désignation temporaire de deux institutrices maternelles à temps plein (ratification)**

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

h) désignation temporaire d'un maître spécial de morale laïque à temps plein (ratification)

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

i) désignation temporaire d'un maître spécial de morale laïque à temps partiel (ratification)

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

j) désignation temporaire de sept maîtres spéciaux d'éducation physique à temps partiel (ratification)

Le Conseil, à l'unanimité (voir délibération n° < >, pages < > et < >).

k) désignation temporaire sur fonds propres de deux maîtres spéciaux d'éducation physique à temps partiel (ratification)

Le Conseil, par vingt-trois voix pour et trois voix contre (MR-PS-ECOLO/CDH)

(voir délibération n° < >, pages < > et < >).

l) désignation temporaire sur fonds propres de maîtres spéciaux d'éducation physique et de psychomotricité à temps partiel (ratification)

Le Conseil, par vingt-trois voix pour et trois voix contre (MR-PS-ECOLO/CDH)

(voir délibération n° < >, pages < > et < >).

A 22:00, Monsieur le Président lève la séance.

PAR LE COLLEGE:

Le Directeur général,

L'Echevin délégué aux fonctions de Bourgmestre,

Richard GILLET.

Laurent BURTON.